

## ILS COMPTENT RÉÉDITER LEUR ACTION

# Nouvelle marche des gardes communaux sur Alger ?

**Loin de s'estomper, la grogne des gardes communaux augmente au gré de la montée en puissance en leur sein du sentiment de «hogra» que les «mesures» prises à leur rencontre alimentent crescendo. Et cette grogne, ils comptent la signifier à grande échelle en rééditant l'action de la semaine dernière quand des milliers de gardes communaux ont bravé une torride chaleur et une suffocante humidité pour descendre sur Alger à partir de Blida.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir)** - Un remake de la marche de lundi dernier sur la capitale n'est pas à écarter et il est même possible que l'option soit entérinée ce soir par le conclave que les gardes communaux tiennent dans la ville des roses depuis le 26 juin dernier. Et cette action que les intéressés

qualifient d'«envergure» interviendrait avant le mois de Ramadan, donc avant vendredi prochain au maximum. C'est Aliouat Lahlou, un des membres de la commission nationale et coordinateur des gardes communaux au niveau de la wilaya de Bouira, qui parle de cette «option» laquelle, dira-t-il, a de très

fortes chances d'être retenue à l'issue des débats qu'auront engagés les hommes à l'uniforme bleu en soirée d'hier.

Et à notre interlocuteur de parler des pressions que le ministère de l'Intérieur ne cesse de multiplier et dont la dernière en date est la menace de blocage des salaires des gardes communaux qui répondraient à l'appel de la commission nationale de la corporation à rejoindre le sit-in national de Blida en vue de cette imminente «action d'envergure». Une menace mise à exécution hier, du moins à l'échelle de la wilaya de Blida, quand des gardes communaux se sont rendu compte que leur paie du mois ne leur a pas été virée. D'où le blocage durant trois heures des services de la wilaya décidé à la mi-journée, affirmera Aliouat.

Et cette menace de gel de leurs salaires semble engendrer l'exact effet inverse puisque, soutiendra encore le coordinateur de la wilaya de Bouira, ils sont nombreux les gardes communaux de toutes les wilayas du pays à se joindre au sit-in permanent de Blida, parlant même de veuves de collègues tombés au champ d'honneur qui ont fait de même. «Tous les postes d'observation au niveau d'une quarantaine de wilayas sont désertés», dira-t-il, regrettant, au passage, le silence «étourdissant» de la classe politique et



Photo : Samir Sid

**Les communaux de toutes les wilayas se joindront au sit-in de Blida.**

des organisations des droits de l'Homme. Au sujet de l'«affaire» du décès de Saïd Lasfer, Aliouat dira ne pas baisser les bras quant à la nécessité d'une enquête à même de la tirer

au clair. Pour ce faire, il fera part de la sollicitation d'une organisation des droits de l'Homme pour prendre le dossier en charge.

**M. K.**

### TIZI OUZOU

## Sit-in des gardes communaux devant le siège de la wilaya

Près d'une trentaine de gardes communaux ont observé un sit-in devant le siège de la wilaya, dans la matinée d'hier lundi. L'action de ces gardes communaux, qui sont venus de la commune d'Aït Mahmoud, daïra de Béni Douala, et auxquels se sont joints d'autres éléments des communes d'Aït Toudert, Akbil et Béni Zmenzer, est voulue comme un geste de solidarité exprimé à l'égard de leurs collègues d'autres wilayas et fait suite à la marche de la semaine dernière. Un autre regroupement est prévu aujourd'hui pour la même action de protestation et sur le même lieu.

**S. A. M.**

## SES RÉSULTATS DÉFINITIFS PUBLIÉS PROCHAINEMENT

# Ce que le recensement économique démontre

**Les résultats définitifs du recensement des activités économiques hors agriculture, effectué en 2011 sous la conduite de l'Office national des statistiques (ONS), seront publiés dans une quinzaine de jours. Néanmoins, les résultats de la première phase démontrent déjà que l'économie nationale est loin d'être productive et est toujours dominée par l'activité commerciale et de service.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Voire, l'économie entrepreneuriale et réellement productive n'existe pas comme le relève le président d'honneur du Forum des chefs d'entreprises (FCE), Omar Ramdane. Ce dernier, ainsi que plusieurs membres du FCE, ont assisté hier, au siège du MDI (Management Development Institute) à la présentation des résultats préliminaires par des représentants de l'ONS.

Certes, ce recensement, le premier du genre, n'est pas une fin en soi mais s'inscrit dans le cadre de la stratégie de modernisation du système national d'information statistique (SNIS) et d'amélioration de la relation administration-opérateurs économiques. Et dans la mesure où ce recensement sera suivi dans une seconde étape par le lancement à la fin 2012 d'une enquête de structure, plus approfondie et basée sur l'échantillonnage, la prise en compte de paramètres financiers et la couverture de plusieurs secteurs d'activités économiques.

De même qu'il sera complété, selon le chef de cabinet du secrétaire d'Etat à la Statistique, Mohamed

Bakalem, par des actions liées à la maturation de la stratégie nationale de développement statistique. Il s'agira fondamentalement, à terme, de la mise en place d'un identifiant commun des entreprises et établissements, en tant que prérequis pour le développement d'un répertoire central, capable d'appariement et couplé à la maturation d'un hub (une plateforme) informationnel. Et ce, au-delà du recensement général de l'agriculture qui sera lancé dès cette année, sous l'égide du ministère de l'Agriculture et du Développement rural et avec l'assistance technique de l'ONS.

Toutefois, la première phase du recensement des activités économiques démontre que sur 1 020 058 entités dénombrées, 94% sont des entreprises, soit 959 758 entreprises. Sur ce nombre, les activités de commerce essentiellement de détail et les services (le transport notamment) représentent 89% tandis que l'industrie et la construction ne comptent que pour 11%.

Soit, et le directeur général adjoint de l'ONS, Hamid Zidouni, ne manquera pas de le relever, l'économie nationale a



Photo : Samir Sid

d'avantage un caractère tertiaire. En d'autres termes, et au-delà de la prépondérance des personnes physiques, l'importance du secteur privé, la dominance de l'urbain et la prééminence des entités du nord du pays, l'économie nationale n'arrive pas à se départir de sa dépendance mercantiliste, marchande et peu productive. Ce qui, dans le contexte de dépendance accrue des hydrocarbures, soulève l'incertitude sur la capacité du pays à subsister et à se diversifier en faisant fi de toute rhétorique.

Et sans omettre l'importance de l'informel que le recensement prend en compte, dans la mesure où la méthodologie adoptée se base sur le recensement des activités localisables (présentes sur un lieu fixe), indépendamment de la

taille et de leur conformité ou non à la réglementation fiscale, commerciale et autre. Comme ce recensement démontre une appréciation relativement mauvaise du rôle du Centre national du registre de commerce (CNRC), par nombre d'opérateurs et experts qui déplorent la rétention par ce centre des données financières et comptables. Et ce, au-delà de la différence de chiffres entre l'ONS et le CNRC qui établit l'existence de quelque 1 450 000 opérateurs économiques inscrits.

Et dans la mesure où le principe de confidentialité des données privées ne peut contrecarrer la possibilité pour les tiers d'accéder à des données dont le dépôt au CNRC est obligatoire.

**C. B.**

## TRANSPORT MARITIME

### DE MARCHANDISES

## L'Algérie a «perdu»

# 74 navires marchands en 40 ans

L'Algérie a perdu 74 navires marchands en quarante ans. C'est ce que le président d'honneur du Forum des chefs d'entreprises (FCE) a laissé entendre hier, à l'occasion de la présentation des résultats du recensement économique 2011.

Selon Omar Ramdane, la flotte marchande nationale qui comptait 80 navires jusqu'aux années 1980 ne compte actuellement que 14 navires, assez vétustes et dont six sont réellement opérationnels. Une flotte dont la gestion relevait et relève encore de l'entreprise publique CNAN.

En effet, huit vraquiers sont immobilisés ailleurs (en Asie et en Grèce notamment) pour réparation et leur sort reste incertain. Mais au-delà du sort de ces navires, c'est surtout l'altération de la souveraineté algérienne en matière de transport maritime.

En fait, l'Algérie se retrouve dépendante à plus de 90% des compagnies maritimes étrangères, dans la mesure où le pavillon national qui assure au mieux 10% du trafic conteneur pâtit d'une situation peu reluisante et peine à couvrir les coûts élevés. Voire, notre pays risque d'être mis sous embargo si les desiderata de l'armement étranger ne sont pas satisfaits. Et d'autant que les armateurs étrangers exercent des pressions et ont décidé, dès avril dernier, de ne pas pas prendre en charge les opérations de commerce extérieur en mode FOB (Free on board) au niveau des ports.

Ce qui implique moult contraintes, des surcoûts pour les entreprises exerçant le commerce extérieur et la diminution de leur compétitivité mais aussi des conséquences préjudiciables pour le consommateur et, en somme, pour l'économie nationale.

Et dans la mesure aussi où les pouvoirs publics manquent d'être bien réactifs, semblant céder sans coup férir à l'augmentation des coûts de transport imposée par les armateurs étrangers.

Et une surfacturation que d'aucuns évaluent à plus de 30 millions d'euros, ce qui alourdit le coût de transport des marchandises importées et donc le coût des importations.

**Chérif Bennaceur**